



Gestion des risques sociaux dans les achats publics et l'achat d'installations photovoltaïques

Centre de conseil pour les achats publics sociaux, SECO

Céline Brugger

Exigences légales LMP / AIMP

- La durabilité dans ses trois dimensions comme objectif de la loi (art. 2 LMP/AIMP)
- Conditions sociales de participation (art. 12 LMP/IMP)
- L'offre la plus avantageuse remporte le marché (art. 41 en relation avec l'art. 29 LMP/AIMP)



Condition de participation sociale

Égalité salariale

**Dispositions relatives à la
protection du travail**

**Obligations de déclaration et
d'autorisation**



**Normes fondamentales du travail de
l'OIT**

Autres normes internationales du travail



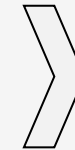
Lieu de la prestation

Le lieu de la prestation est le lieu où **la prestation est effectivement fournie**. Si un produit est fabriqué à l'étranger et livré en Suisse, le lieu de la prestation est le **pays de production**.

Aperçu des conditions sociales de participation pour les prestations à fournir à l'étranger

10 conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur 5 thèmes :

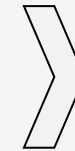
Santé et sécurité au travail (n° 155, 187)	Travail des enfants (n° 138, 182)	Travail forcé (n° 29, 105)	Liberté d'association (n° 87, 98)	Discrimination (n° 100, 111)
--	---	-------------------------------	---	---------------------------------



Conditions de participation obligatoires pour les soumissionnaires et les sous-traitants → **Priorité !**

Principes issus d'autres conventions de l'OIT, dans la mesure où la Suisse les a ratifiées :

C. Santé et sécurité spécifiques au secteur (n° 62, 115, 119, 120, 136, 139, 162, 170, 174)	Heures de travail excessives et droit au repos (n° 132, 14, 153)	Maternité (n° 183, 136)	Jeunes (n° 6, 136)
--	---	----------------------------	-----------------------



L'adjudicateur peut exiger le respect d'autres principes sociaux comme condition de participation

Tiers (sous-traitants et fournisseurs)

Le prestataire est responsable de tous ses tiers

- **Obligation transférée par contrat à tous les tiers (directement et indirectement)**

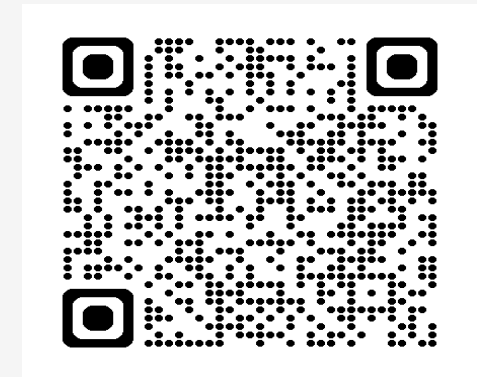
Limitation du contrôle aux tiers qui :

- remplissent une partie essentielle du mandat,
- fournissent une composante importante,
- fournissent une prestation partielle importante,
- travaillent dans un domaine ou une étape de production particulièrement exposés aux risques.

TIERS IMPORTANT

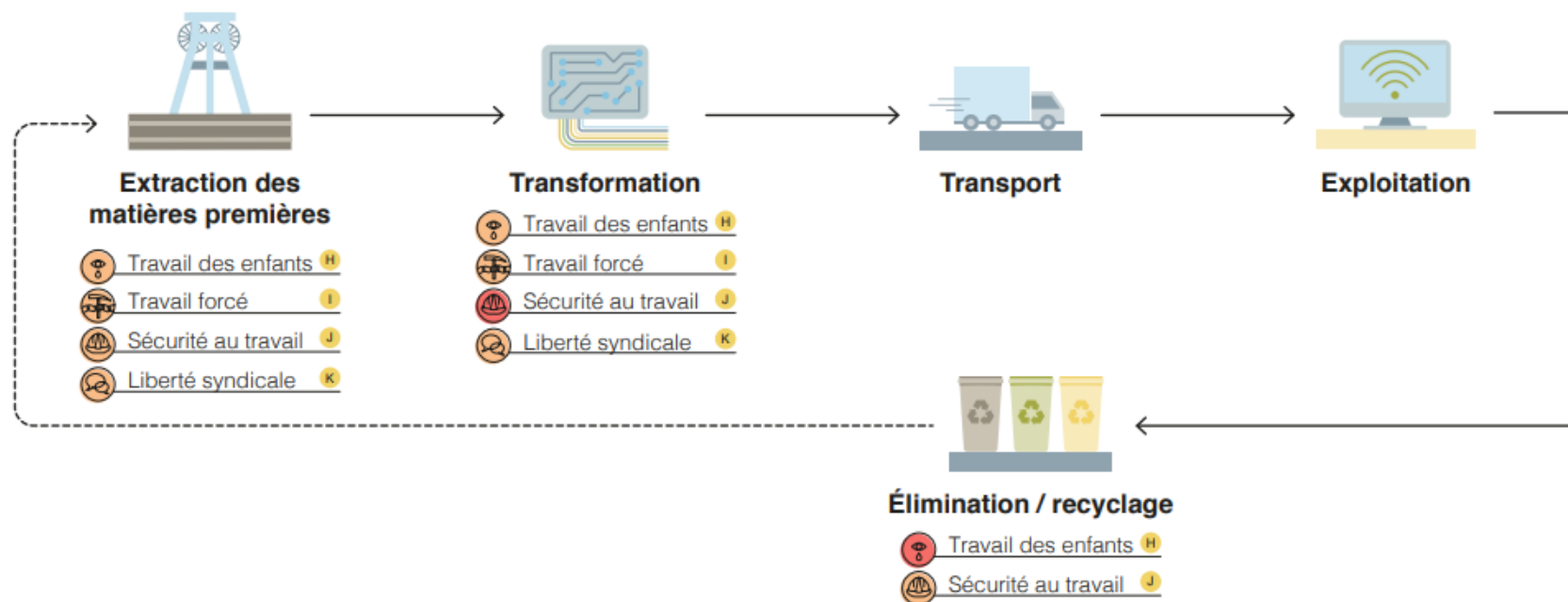
Outil de soutien à l'analyse des risques

- La matrice de pertinence évalue pour 19 catégories d'achats, les risques écologiques et sociaux
- L'outil SECO-OIT évalue le risque pour 187 pays membres en relation avec les conventions fondamentales de l'OIT
- Le CSR Risk Check offre une analyse des risques par pays et par branches





Critères sociaux



Causes

- H** Travail des enfants dans l'extraction des matières premières (mines), dans l'industrie manufacturière et dans l'élimination des déchets, dans les pays en voie de développement
- I** Travail forcé dans l'extraction des matières premières (mines) et dans la transformation
- J** Protection insuffisante, contre les accidents, des travailleurs qui fabriquent et manipulent des produits chimiques et leurs ingrédients; sécurité insuffisante des travailleurs chargés de l'extraction des matières premières et de l'élimination des déchets dans les pays en voie de développement
- K** Liberté syndicale insuffisante dans l'extraction des matières premières et dans la transformation



Outil de gestion des risques par pays : Outil SECO-OIT

Zwangsarbeit

<i>Titre instrument</i>	<i>Datum der Ratifizierung</i>	<i>Datum der Kündigung</i>	<i>Bemerkungen CEACR</i>	<i>CAS-Diskussionen</i>	<i>Beschwerden Art. 24</i>	<i>Klagen Art. 26</i>	<i>CLS-Fälle</i>
C029 - Übereinkommen (Nr. 29) über Zwangs- oder Pflichtarbeit, 1930	23.05.1940		keine Bemerkungen	keine Diskussion	keine Klagen	keine Beschwerden	Nicht anwendbar
C105 - Übereinkommen (Nr. 105) über die Abschaffung der Zwangsarbeit, 1957	18.07.1958		keine Bemerkungen	keine Diskussion	keine Klagen	keine Beschwerden	Nicht anwendbar
P029 - Protokoll von 2014 zum Übereinkommen über Zwangsarbeit, 1930	28.09.2017		keine Bemerkungen	keine Diskussion	keine Klagen	keine Beschwerden	Nicht anwendbar

Vereinigungsfreiheit

<i>Titre instrument</i>	<i>Datum der Ratifizierung</i>	<i>Datum der Kündigung</i>	<i>Bemerkungen CEACR</i>	<i>CAS-Diskussionen</i>	<i>Beschwerden Art. 24</i>	<i>Klagen Art. 26</i>	<i>CLS-Fälle</i>
C087 - Übereinkommen (Nr. 87) über die Vereinigungsfreiheit und den Schutz des Vereinigungsrechtes, 1948	25.03.1975		keine Bemerkungen	keine Diskussion	keine Klagen	keine Beschwerden	Active: 2 Follow-up: 0
C098 - Übereinkommen (Nr. 98) über die Anwendung der Grundsätze des Vereinigungsrechtes und des Rechtes zu Kollektivverhandlungen, 1949	17.08.1999		1 (2022)	keine Diskussion	keine Klagen	keine Beschwerden	Active: 2 Follow-up: 0

Kommentare5

Kommentare7



Analyse des risques : CSR Risk Check

CSR

Arbeitsbedingungen (Verträge,
Arbeitszeiten)

→ 1 Risiko

→ 1 Empfehlung

Zwangsarbeit & Menschenhandel

↓ 3 Risiken

→ 3 Empfehlungen

ARBEITSRECHTE

Themen	Risiken	Empfehlungen
Vereinigungsfreiheit & Versammlungsfreiheit	→ 3 Risiken	→ 4 Empfeh
Arbeitsbedingungen (Verträge, Arbeitszeiten)	→ 1 Risiko	→ 1 Empfeh
Zwangsarbeit & Menschenhandel	→ 3 Risiken	→ 3 Empfeh
Kinderarbeit	→ 1 Risiko	→ 6 Empfeh
Diskriminierung	→ 4 Risiken	→ 4 Empfeh
Lohn & Vergütung	→ 1 Risiko	→ 2 Empfeh
Arbeitsschutz & Arbeitssicherheit	→ 1 Risiko	→ 2 Empfeh

❗ [Was, wenn keine Risiken verfügbar sind?](#)

3 Risiken

Minimieren —

Risiko : Zwangsarbeit & Menschenhandel

LAND : China

PRODUKT : andere Kraftmaschinen und Teile davon, a.n.g.

Es besteht ein hohes Risiko, dass Silizium und Polysilizium mit uigurischer Zwangsarbeit in der Region Xinjiang in China hergestellt wird. Der Großteil des Polysiliziums, des Hauptelements eines Solarpanels, wird in Xinjiang hergestellt. Alle großen Solarmodulhersteller weltweit beziehen zumindest einen Teil ihres Polysiliziums aus dieser Region.

Uiguren, eine muslimische Minderheit in China, werden durch staatlich geförderte Arbeitsvermittlungsprogramme gezwungen, in bestimmten Branchen zu arbeiten. Uigurische Zwangsarbeiter*innen sind in einer Reihe von Wirtschaftszweigen auf jeder Stufe des Produktionsprozesses tätig, vom Abbau von Rohstoffen bis zur Herstellung von Konsumgütern.

Quelle(n) :

- [The New York Times, Chinese Solar Companies Tied to Use of Forced Labor, 2021](#)
- [Australian Strategic Policy Institute, Uyghurs for sale, 2020](#)
- [ABC News, Trade unions raise alarm over allegations of forced labour in Xinjiang, production of solar components, 2021](#)
- [Clean Energy Council, Addressing Modern Slavery in The Clean Energy Sector, 2022](#)
- [Sheffield Hallam University, Products made with forced labor in the Uyghur region, 2023](#)

Limiter les risques sociaux : Actions possibles

Analyse de marchés

- Définir les risques en Suisse et dans la chaîne d'approvisionnement

Appel d'offres

- Définir les conditions de participations
 - En fonction du lieu de prestation
 - Possibilité d'ajouter d'autres conditions de participation sociale
- Définir les moyens de preuve
 - Exiger de la transparence
 - Labels /Audits
 - Définir les tiers importants
- Rappeler l'obligations des tiers

Adjudications

- Evaluer les moyens de preuves
 - Exiger plus

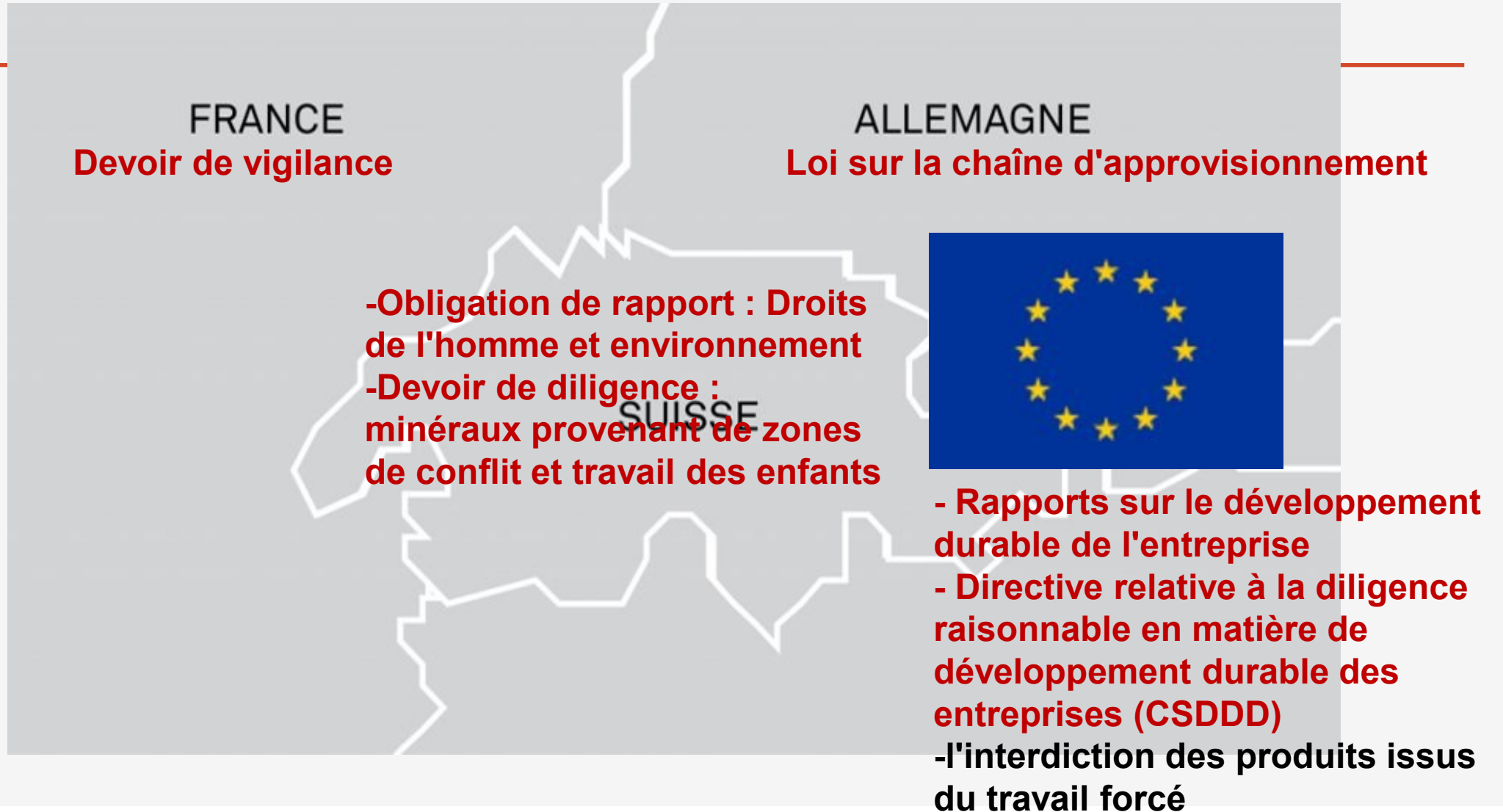
Dans le contrat

- Obligations des tiers (directs et indirects)
- Pénalités contractuelles
- Possibilité de mener des audits

Pendant l'exécution

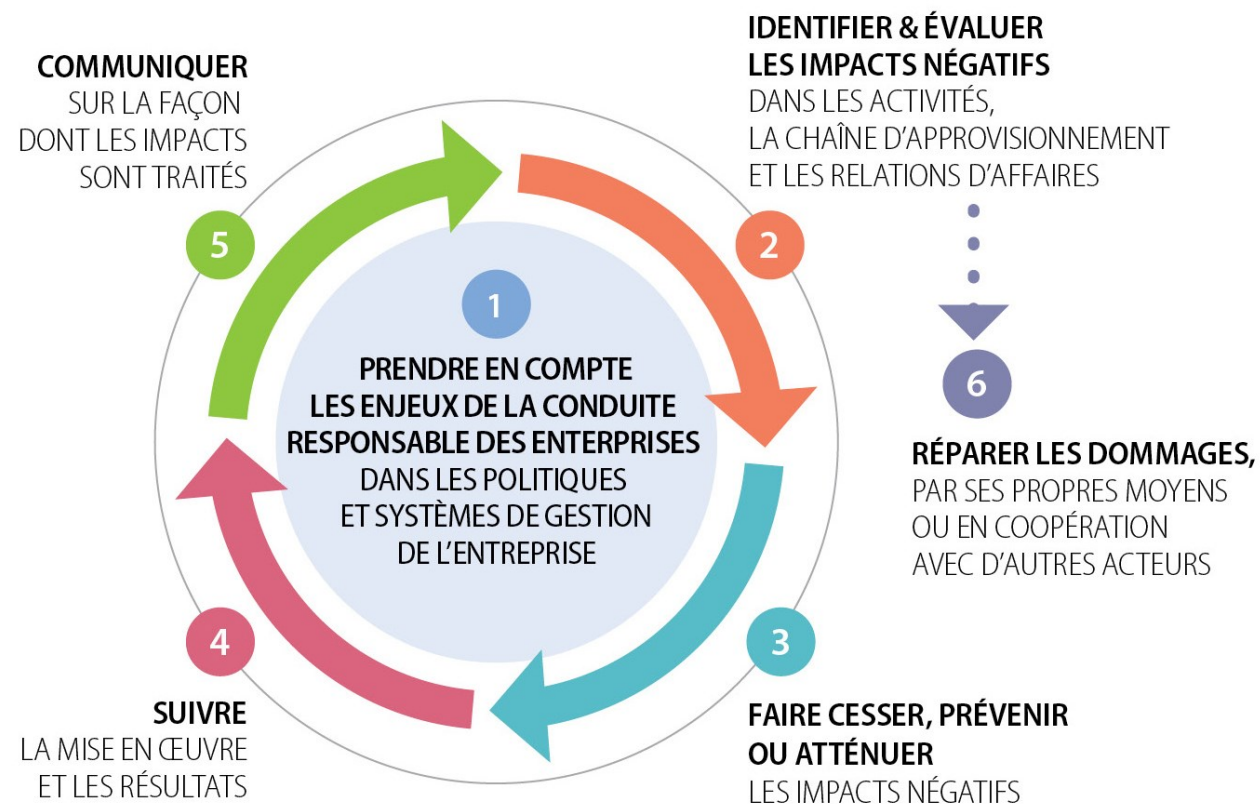
- Dialogue
- Contrôle

Devoir de diligence : développements législatifs



Devoir de diligence

SCHÉMA 1. MESURES À PRENDRE DANS LE CADRE DU PROCESSUS DE DILIGENCE



Le soumissionnaire dispose-t-il d'un code de conduite ou d'un autre document équivalent ?

Preuve : mise à disposition du document ou d'un lien vers la page Internet sur laquelle il se trouve ; référence précise dans le document (par exemple, numéro de page, chapitre, paragraphe) où se trouvent les références des conventions/dispositions nationales. Le soumissionnaire explique brièvement par écrit comment il engage ses fournisseurs.

100%

Oui, le document contient des références aux 10 conventions fondamentales de l'OIT ou aux dispositions nationales du lieu d'exécution de la prestation en matière de protection des travailleurs, ainsi qu'une obligation pour les fournisseurs avec lesquels le soumissionnaire entretient des relations contractuelles directes de se conformer au code.

50%

Oui, le document contient des références aux 10 conventions fondamentales de l'OIT ou aux dispositions nationales du lieu où la prestation est fournie pour la protection des travailleurs.

0%

Non, le fournisseur ne dispose pas d'un tel document.

Le fournisseur dispose-t-il d'une politique d'achat qui tient compte, lors des décisions d'achat, du comportement de ses fournisseurs en termes d'impact sur les droits humains et les droits du travail ?

Preuve : dépôt d'un document ou d'un lien web décrivant comment le comportement des fournisseurs en matière d'impact sur les droits de l'homme et du travail est pris en compte dans les décisions d'achat de l'entreprise. Indiquer l'endroit précis du document où se trouve cette justification, par exemple lien URL, numéro de page et paragraphe/paragraphe,

100%

Ce document décrit la manière dont le comportement est pris en compte en ce qui concerne l'impact sur les droits de l'homme et les droits du travail des fournisseurs, des usines d'assemblage, des usines de composants, des fonderies et des exploitations minières dans la chaîne d'approvisionnement de l'entreprise.

50%

Le document décrit comment le comportement est pris en compte en ce qui concerne l'impact sur les personnes et les droits du travail de ses fournisseurs et au moins deux des quatre éléments décrits ci-dessus.

0%

Non, le soumissionnaire n'a pas de politique d'achat.

Des questions ?!



Source : image générée par l'IA